

La campagne IR... BASTA !!!

Toulouse, le 12 avril 2020

La direction locale, comme la direction nationale, réaffirme comme priorité absolue la réalisation de la campagne d'impôt sur le revenu. À les entendre, les contribuables, la société, seraient dans l'attente de la sortie de leur avis d'imposition. De qui se moque-t-on ?

Nous avons fait le choix de ne pas vous rendre compte de cette réunion téléphonique spécifique à la campagne IR en vous détaillant les mesures présentées par nos directeurs, tant elles sont un simple alibi pour justifier par tous les moyens la décision du ministre Darmanin de maintenir dès la semaine prochaine, contre l'avis de toutes les organisations syndicales, la campagne de déclaration des revenus 2020.

La direction se chargera de vous l'expliquer elle-même, tant elle est certaine de pouvoir justifier l'injustifiable. **En faisant cela, nous souhaitons vous inciter à dire à nos dirigeants, des départements jusqu'au ministère, que retarder cette mission non prioritaire est non seulement possible mais indispensable . Commencer à rentrer, à ce stade de la discussion, dans la mise en œuvre des mesures à prendre signifierait, peu ou prou, cogérer avec la direction cette reprise d'activité que nous rejurons.**



Le président du MEDEF a appelé vendredi à une reprise progressive du fonctionnement des entreprises, sans attendre la fin du confinement. En cela, MM. Fournel, Perrin et tous nos directeurs sont « biens dans la ligne » !

Jusque-là, tant bien que mal, nous approuvions les priorités définies pour ce qu'elles avaient d'intérêt collectif, individuel et général, notamment eu égard à la survie de certaines petites entreprises, la gestion des hôpitaux, des collectivités, les paies des fonctionnaires ...

Bien entendu, nous avons, depuis le début de la pandémie, combattu la surpopulation inutile dans les bureaux, qui induit, par la circulation du virus, du

danger pour la santé des agents et de leur famille ...

Sans cesse, nous combattons le présentiel dans les bureaux en privilégiant le télétravail, respectant ainsi au maximum les consignes de confinement données par nos dirigeants. La discussion de vendredi était surréaliste... À notre demande de dotation pour les agents d'outils informatiques ou téléphoniques (qui multiplie les possibilités de travail à domicile), la direction nous répond "règle des marchés publics" ou "impossibilité de configurer", préférant visiblement la solution de facilité du « venez au travail » qui va à l'encontre des directives nationales du (malheureusement) fameux « *pour sauvez des vies, rester chez vous* »...

Nous pensions, sans doute naïvement, que le prix d'un ordinateur était plus important qu'une ou plusieurs vies humaines ou de la santé collective.

Nous pensions, naïvement sans doute, que la campagne impôt sur le revenu pouvait être décalée dans le temps (après l'été par exemple) pour permettre sa réalisation dans les meilleures conditions.

Nous pensions, naïvement, que notre direction recherchait des solutions pour privilégier au maximum le maintien des agents à leur domicile.

Mais notre naïveté n'avait d'égale que l'inconscience de la direction générale et des serviteurs zélés de la direction locale. Notre direction, dans un exposé de 30 minutes, nous a relaté le fonctionnement des SIP en période de campagne et a affirmé, en conclusion, sans sourciller qu'il y avait lieu de rappeler entre 40 et 50 % d'agents des SIP et du CPS pour répondre aux injonctions de réalisation, « coûte que coûte », de la campagne impôt sur le revenu ! Parlant même dans un ton qui est cher à notre président de la République : de réarmement des services des impôts des particuliers. « Aux armes citoyens ! Formez vos bataillons ! ... ».



« Nous assurons une mission de service public nous sommes au service de la nation... » (c'est sans doute le ton employé aux poilus de 1914, pour les envoyer au massacre avec fierté).

Certes, M. le directeur, nous avons une mission de service public, mais peut-être pas dans la même urgence que celle du personnel de santé. **Le meilleur moyen d'être au service de la nation aujourd'hui est de se confiner.** (ceci dit, nous saurons rappeler, dans des temps futurs, que nous sommes un service public essentiel au service de la nation et donc qu'il convient de nous donner les moyens de nos missions). Nous avons toujours défendu, à la CGT, historiquement et aujourd'hui, la nécessité de répondre aux attentes des citoyens par un service public de qualité !

La CGT est opposée au maintien de la campagne IR. L'état du pays et les priorités sanitaires



ne nécessitent pas que l'on mette en danger des agents en les exposant inutilement à des risques portant atteinte à leur intégrité physique et à celle de leurs familles.



La campagne IR, si vous preniez la responsabilité de la maintenir, doit être faite avec le minimum de présentiel dans les services.

La CGT Finances publiques refuse que les centres des Finances publiques ne se transforment en foyers actifs de contamination !

Ce qu'il faut trouver aujourd'hui c'est l'équilibre entre l'urgence de la mission et les personnels qu'on mobilise dans les bureaux. Dans ce contexte, s'entendre dire qu'on est satisfait de la livraison par la centrale de 30 ordinateurs est une mauvaise blague. Aucune recherche pour permettre d'être mieux équipé n'est visiblement faite localement ou nationalement. La même complexité existe pour trouver des ordinateurs, trouver des masques ou trouver des tests. Les politiques d'austérité successives et la gestion à l'économie de la fonction publique en sont la principale cause. Il faudra s'en souvenir...

Lors de cette réunion, et sans doute pour justifier de faire venir en période de pandémie quasiment autant d'agents que pendant les congés, **M. Perrin va même jusqu'à dire qu'il n'y a pas de danger à aller travailler.** Ainsi, le docteur Perrin se permet de définir la dangerosité des déplacements de la population à l'encontre de l'avis de tous les spécialistes du pays... Merci de cet apport à l'intelligence collective !

Ce même docteur nous disant un petit peu plus tard qu'il n'était pas question d'embaucher des auxiliaires pendant la campagne pour ne pas les mettre en danger. Alors que, nous, fonctionnaires, nous n'avons qu'à fonctionner... Quel mépris!!!

Qui n'est pas sans rappeler celui qu'avait cette même direction, quand elle assignait quarante d'entre nous et les secrétaires des organisations syndicales au tribunal il y a un peu plus d'un an. **Cette audience qui voyait les mêmes directeurs faire un vibrant plaidoyer pour la défense du service public, empêché alors par d'odieux agents qui « prenaient en otage » les usagers en faisant des piquets de grève devant certains sites. Décidément, messieurs, la honte est un sentiment qui vous est inconnu !**



Il a même fallu batailler, au cours de cette réunion, pour que les organisations syndicales obtiennent la promesse d'une transmission d'un plan d'organisation des personnes chargées de la campagne impôt sur le revenu. Il est vrai que dire la vérité peut s'avérer dangereuse. On peut la révéler...

Notre position, sans faille, est de préserver la santé des personnels et de réaliser le mieux possible nos missions de service public. Mais dans une situation exceptionnelle, on ne peut pas calquer



une organisation habituelle. Plutôt que d'essayer de montrer à tout prix l'image d'une administration parfaite, nous préférons montrer la réalité d'une administration qui s'adapte pour préserver, d'abord, ses agents et, ensuite, un service public de qualité.

Dans ce simulacre de concertation, nous avons bien senti que le seul ordre du jour était le retour des agents « utiles » dans les services. Pour ce faire, l'administration plaque une ribambelle de précautions

organisationnelles pour, soi-disant, mettre en sécurité les agents. Ceci dit, ils n'ont pas pensé à tout. Par exemple, le nettoyage et la désinfection de tous les locaux, le transport des agents de leur domicile au lieu de travail, les repas pris quasi obligatoirement au bureau, les micro-ondes partagés par tout un service...

En période de pandémie, il ne s'agit pas de détails mais de précautions indispensables. Une seule erreur dans la prophylaxie et c'est la contamination assurée par un virus qui, rappelons-le, vient d'être défini par les chercheurs comme dix fois plus contagieux que la grippe.

On le voit, la meilleure des précautions est de suivre les consignes gouvernementales et médicales : **Restez chez vous !....**

Alors, Messieurs Darmanin, Fournel, Perrin et consorts, il est facile de distiller des chiffres et des certitudes vaseuses (« *vous ne risquez rien* ») mais la réalité est une mise en danger de la vie d'autrui, non par négligence mais bien par irresponsabilité, pour avoir mal jugé les priorités et n'avoir pas mis les moyens pour les exécuter sans aller au bureau.

Les manquements que nous avons soulevés depuis l'origine de la crise sanitaire font que **nous n'avons aucune confiance dans les mesures de nettoyage et d'hygiène générale que vous mettez en avant** pour persuader tout le monde que venir à moitié effectif dans les services ne présenterait aucun risque.

Vous nous devez la transparence !

Nous serons, à la CGT, porteurs de cette évidence pendant la pandémie, toujours « quoi qu'il en coûte ».

M. Perrin, si la situation venait malheureusement à dérapier vous seriez pénalement responsable de ne pas protéger les agents, de ne pas leur donner les moyens de travail à distance, chez eux, seul endroit où le risque est le plus limité.

Quoi qu'il en soit, vous serez, au moins, moralement responsable de les précipiter massivement à suivre une directive du ministre qui n'a qu'un fondement idéologique et ne répond à aucune priorité économique défendable (même devant un tribunal).



La CGT lancera en début de semaine, sous une forme encore à déterminer, une pétition sur ce sujet.

La vie de nos collègues et de l'ensemble de la population vaut bien quatre mois de retard de la « déclaration d'impôt » !